Lettre ouverte à M.PERY, Directeur des Finances Publiques de l'Isère

Monsieur PERY,

Depuis maintenant un certain temps, pour ne pas dire un temps certain, la situation des agents de votre direction, et plus particulièrement celle de ceux affectés en accueil est devenue invivable, voire dangereuse. Nous vous épargnerons ici un inventaire à la Prévert de l'ensemble des "incidents" survenus ces derniers mois, notamment sur le plus gros site du département, le CFP de Rhin et Danube.

Le nombre grandissant de fiches de signalement est un signe clair donné par les agents sur leur sentiment d'inquiétude, parfois même de peur, vis à vis de toutes incivilités potentielles lors de la réception des usagers. Pour Solidaires Finances Publiques, il est anormal de venir travailler la peur au ventre. Et c'est pourtant maintenant le cas de nombreux agents assurant la mission d'accueil. Ces collègues sont à bout de nerfs et souvent à la limite de l'épuisement professionnel. Ils sont aussi à bout d'arguments pour tenter de calmer des usagers, eux-même ulcérés par les injustices fiscales et les conditions dans lesquelles ils sont reçus.

Les agents vous ont informé par tous les canaux possibles de cette situation. Rien ne change...

La réponse systématiquement apportée, rappelant les contraintes budgétaires auxquelles vous êtes confronté, ne suffit plus à rendre les agents compréhensifs. Ils sont dorénavant et plus que jamais en attente de réponses et de décisions rapides et concrètes pour améliorer réellement leurs conditions de travail et assurer leur sécurité physique, afin qu'ils puissent assumer sans crainte, en toute sérénité et en toute sécurité, leur mission d'accueil.

Lors de votre visite au SIP Drac le 3 Septembre 2015, les agents du service accueil vous ont alerté oralement sur leur état de santé et sur le danger auquel ils étaient confrontés tous les jours. Lors des CHS-CT des 10 et 22 Septembre 2015, les représentants de Solidaires Finances vous ont également alerté sur ce sujet. Il s'agit donc bien du Droit d'alerte mentionné dans la circulaire d'application d'août 2011 du décret 82-453 du 28 mai 1982 portant sur l'hygiène, la sécurité et conditions de travail (CHS-CT).

C'est pourquoi, M. le Directeur, par cette lettre ouverte, Solidaires Finances Publiques tient à vous rappeler de façon officielle et solennelle les responsabilités qui sont les vôtres au regard de la sécurité de vos agents, responsabilités professionnelles, administratives et pénales.

Nous vous rappelons que suivant le Décret n° 82 - 453 modifié, art. 2 - 1 : «Les chefs de service sont chargés, dans la limite de leurs attributions et dans le cadre des délégations qui leur sont consenties, de veiller à la sécurité et à la protection de la santé des agents placés sous leur autorité».

Solidaires Finances Publiques estime aujourd'hui que votre responsabilité est en cause sur le motif de *mise en danger d'autrui*.

Solidaires Finances Publiques s'engage à accompagner les agents victimes de violences verbales ou physiques dans leur éventuelles démarches de mise en cause de vos responsabilités.

Isabelle FERRUCCI

Secrétaire Départementale de Solidaires Finances Publiques 38